

L'agriculture

M. Ouellet: Vous ne pouvez plus le supporter.

M. Huntington: Je peux le supporter, mais je ne pense pas que le secrétaire parlementaire voudrait que je laisse passer une telle déformation de la réalité. Il parle d'un prélèvement de canadienisation de 4.5c. par litre. Il peut employer toutes les mesures qu'il veut, mais je veux faire remarquer qu'il est anormal de mentionner ce prélèvement de canadienisation de 4.5c. et de le comparer aux 18c. par gallon qui étaient prévus dans le budget Crosbie. Ces 18c. par gallon sont devenus sous le gouvernement actuel 88c.

M. Waddell: J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

● (1640)

Le président suppléant (M. Herbert): Le premier rappel au Règlement n'en était pas un. Si le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) veut faire un autre rappel, je l'écouterai.

M. Waddell: Le député qui parle me permettrait-il de poser une question, monsieur le Président? Elle sera très courte.

M. Fisher: Monsieur le Président, j'aimerais beaucoup que le député me pose une question mais s'il peut le faire à la fin, il nous restera plus de 20 minutes.

Je vous sais gré d'avoir dit au député de Capilano que son rappel au Règlement était antiréglementaire, monsieur le Président. De toute façon, ce n'était pas un rappel au Règlement, quel que soit l'angle sous lequel on l'examine.

Des voix: Oh, oh!

M. Fisher: Les consommateurs et les agriculteurs canadiens savent très bien que 18c. le gallon, c'est plus que 4c. le gallon.

M. Huntington: Pas 88c..

M. Fisher: Il faudra un bon bout de temps avant que les conservateurs ne combient cette différence de 14c. et ne lui donnent l'aspect de cette jeune pouliche dont nous parlions il y a quelques instants.

M. Mazankowski: Vous parlez comme un vieil étalon.

M. Fisher: Je trouve que le parti conservateur a fait preuve d'amabilité et de politesse en nous traitant de gouvernement minable. Vous remarquerez, monsieur le Président, que les conservateurs nous ont traités de minables mais que le député de Végréville n'a pas dit ce qu'il allait faire pour obtenir un résultat nettement meilleur que nous.

M. Mazankowski: Nous vous avons soumis un projet.

M. Fisher: Nous avons entendu parler de 1979. Nous savions ce que les conservateurs allaient faire en 1979. Le député n'avait pas besoin de nous rappeler que ces idées ont été rejetées en 1979.

M. Mazankowski: Ils voudraient qu'on les remette sur le tapis.

M. Fisher: Nous avons entendu parler de 1979. En revanche, le député ne nous a pas dit ce que le parti conservateur allait faire en 1984. Il ne nous l'a pas dit. Son bon ami, le député de Saint-Jean-Ouest, nous a déjà dit ce qu'ils allaient faire. Permettez-moi de citer ce qu'il a dit aux Canadiens...

M. Huntington: Vous parlez d'un député qui est absent.

M. Mazankowski: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je crois qu'il y a des limites à respecter dans le

débat de la motion à l'étude. Si le député veut que j'expose la politique énergétique conservatrice, je suis disposé à le faire. Il est toutefois évident que je ne peux pas le faire, car cela n'a rien à voir avec la motion dont nous sommes maintenant saisis. Je voudrais que le député y réfléchisse avant de lancer pareil défi à la Chambre.

Le président suppléant (M. Herbert): Je crois que, en l'occurrence, le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Fisher) devrait s'en tenir à la motion à l'étude.

M. Fisher: Monsieur le Président, j'ai toujours pour principe de m'en tenir ici au sujet à l'étude. Je suis content que le député de Végréville m'ait rappelé à l'ordre. Je tiens à lui assurer qu'il a été le premier à aborder ce sujet. J'essaie seulement d'équilibrer le débat afin que ceux qui se pencheront un jour sur le compte rendu de nos discussions sauront bien quelle est notre position.

Je voudrais vous renvoyer, monsieur le Président, au numéro du 16 février du *Citizen* d'Ottawa. On y rapporte les propos suivants: «Il faut être mesquin et méchant et faire toutes sortes de choses désagréables. Voilà pourquoi je ne dévoilerai pas ici notre politique».

Ce n'est pas un libéral qui s'exprimait ainsi, car nous ne sommes ni mesquins, ni méchants, ni déplaisants. Ce n'était pas un néo-démocrate parce que les membres de ce parti ne le sont pas non plus. Ces mots ont été prononcés par le principal critique des finances conservateurs, et c'est ce que sera la politique énergétique de son parti. Les gens le savent d'instinct. Ils en ont le pressentiment. Ils ont eu la même expérience au cours des malheureux mois de 1979 où le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) a été ministre des Finances. Il veut replonger le pays dans cette même vallée de larmes.

Des voix: Oh, oh!

M. Fisher: Prenez ma parole, monsieur le Président. Les Canadiens ne s'y laisseront pas plus prendre qu'à cette idée maladroite dont nous sommes saisis aujourd'hui.

Une voix: C'est du dépit.

M. Fisher: Je ne veux voler la vedette à personne, mais je me suis laissé dire par un député néo-démocrate qu'au poste de télévision Global ce soir, le député de Saint-Jean-Ouest allait répéter exactement la même chose. C'est la politique énergétique que les conservateurs réservent aux agriculteurs, aux habitants des petites et grandes villes, aux banlieusards, aux jeunes et aux vieux. Elle n'est pas compliquée. Il faut être mesquin et méchant pour faire toutes sortes de choses désagréables.

Toute une politique, monsieur le Président. Comme il est rafraichissant d'entendre un conservateur qui se dit prêt à livrer le fond de son cœur: la méchanceté, la mesquinerie, les choses désagréables. Malgré toutes ces réticences, je veux bien me joindre au député de Végréville pour discuter de cette question au comité des finances. La proposition a un certain mérite. Je le félicite de l'avoir présentée. Je vais maintenant lui demander publiquement de laisser tomber ses chaînes conservatrices et de laisser sa générosité naturelle prendre le dessus. Si nous présentons cette idée au comité des finances, il est certain que nous voulons faire quelque chose pour les producteurs de denrées alimentaires.